

Québec, Samedi, 23 Novembre 1872.

PROPRIÉTAIRE : M. PHILIPPE MASSON.

Economie politique et sociale, littérature et arts. Les lettres d'argent pour abonnements doivent être adressées à M. l'Administrateur, francs de port.

L'ESPERANCE

Première année.—Numéro 9.

L'ESPERANCE PARAÎT LE SAMEDI.

On s'abonne, rue Octave, près la rue du Pont, St. Roch, au prix de \$1 50 par année, pour tout le Canada.

"UN PEUPLE DOIT SURTOUT REGARDER LE CIEL."

L'ESPERANCE.

SAINT-ROCH, 23 NOVEMBRE 1872.

Le Libéralisme Catholique.

Des rédacteurs de journaux qui accusent les catholiques de semer la division parmi les frères, et les mordent en leur parlant de conciliation, et se targuent souvent d'être plus sages que Dieu, et qui trouveront Dieu lui-même inopportun queique bon jour, écrivains que les éloges décernés par la Civiltà Cattolica au livre de M. l'abbé Benjamin Paquet, les vengent eux-mêmes des attaques des catholiques.

Libre à eux de l'entendre ainsi ; mais pour nous, nous séparerons leur cause de la cause approuvée par la Civiltà Cattolica. La revue romaine est trop sérieuse pour ne pas distinguer entre le "libéralisme" pur et simple, et le "libéralisme catholique."

Ce qui prouve d'ailleurs que cette revue n'est pas en faveur des compromis, des modérés, des sages du journalisme, c'est qu'elle a déjà combattu le "libéralisme catholique," et nous publions dans le présent numéro l'un des écrits où elle parle de cette erreur moderne. Ni la Minerve, ni le Journal de Québec ni le Canadien ne trouveront leur justification dans cet écrit.

En outre, la brochure de M. l'abbé Benjamin Paquet ne combat que le libéralisme impie. Or, il serait insensé de croire que la Civiltà Cattolica loue les erreurs que l'illustre théologien n'a pas combattues, M. l'abbé Paquet doit bien rire de la peine que l'on se donne, en certains cercles, pour s'abriter sous son manteau.

Malgré toutes leurs protestations, les "Catholiques libéraux" n'en professent pas moins des erreurs répudiées par le saint Siège, et prétendent être sagesse contenues par la Divine Sagesse.

Ils auront un procès redoutable à subir dans l'autre monde. Le Pape a dit quelque part qu'ils rendaient inutiles les efforts de la Vérité pour remettre les péchés dans leur véritable équilibre ; ils rendront compte à Dieu du bien qu'ils auront empêché, et du mal qu'ils auront permis.

Il faut qu'ils ignorent ou ne songent pas que l'Eglise a reçu du Christ la mission de combattre l'erreur partout où Elle la rencontre. L'erreur n'a aucun droit quelconque à l'existence, et si en Canada le protestantisme a ses temples, ce n'est pas en vertu d'un droit, c'est en vertu d'une tolérance de la véritable Eglise qui veut empêcher un moindre mal. Mais autre chose est de permettre au protestantisme l'existence dans un pays où il a trop d'adeptes pour que l'on puisse le compter, autre chose est de lui mettre entre les mains le gouvernement des consciences de la partie catholique de la population. L'on touche ici au "libéralisme catholique."

L'Eglise catholique, apostolique et romaine, est la seule église véritable, et c'est Jésus-Christ lui-même, le Fils de Dieu, qui l'a fondée. Or les enfants de l'Eglise doivent être jaloux de ne laisser qu'à Elle seule la régie de leurs consciences, et de protester ainsi contre le protestantisme qui est une religion fautive. Les hommes qui veulent laisser à une législature qui renferme plusieurs protestants des droits appartenant à l'Eglise seule, entravent l'Eglise dans sa mission et la mettent sans influence vis-à-vis les protestants.

L'Eglise doit donc exercer en toute liberté tous ses droits et tous ses pouvoirs, en face du protestantisme. Elle doit les exercer avec orgueil, et sans tenir nul compte du protestantisme. Ainsi, Elle condamne l'erreur, et atteste de sa divine origine, et de l'autorité qu'elle possède, et qui lui appartient à Elle seule, de gouverner les âmes. Mais les hommes qui veulent pactiser avec le protestantisme et qui ne croient pas opportun que l'Eglise reprenne tous ses pouvoirs, font croire à l'erreur du protestantisme qu'elle a droit au respect des consciences, autant que la véritable Eglise, et ils font mentir l'Eglise à sa mission, car l'Eglise seule a le droit de se proclamer la Souveraine des âmes.

Un bon catholique n'agira jamais de manière à faire croire aux protestants qu'il y a d'autres manières de servir Dieu que Celle prêchée par l'Eglise. Des gouvernements catholiques agrandiront sans cesse la distance entre l'Eglise et l'erreur ; celle-ci, isolée,

s'apercevra de sa fausseté, et ne tardera pas à s'agenouiller devant la vérité.

Que les "catholiques-libéraux" de notre pays prennent garde d'empêcher l'Eglise d'accomplir sa mission au milieu de nous. Leurs prétendus principes de modération, de paix, de conciliation nous conduiraient aux plus terribles conséquences. Il est toujours facile d'arrêter l'opération du bien, mais alors le mal fait son chemin bica vite.

Dieu n'a pas mis sans but le protestantisme et le catholicisme en face l'un de l'autre dans notre pays, et Lui qui a établi le catholicisme son représentant, n'a pas dessein que ce représentant sacrifie les vérités véritables à des droits faux, et pactise avec l'erreur qui n'est autre chose qu'une rébellion contre Dieu. Dans un pays comme le nôtre, l'on persiste à la rébellion contre Dieu d'exister, mais il faut toujours la traiter en rébellion, et avec le mépris de la seule autorité véritable.

Ce sont là les doctrines proklamées par le Vicaire Infaillible du Christ. Le Pape tient la boussole qui ne trompe jamais et guide toujours sûrement ; regardons la sans cesse, et entrons sans crainte dans les voies qu'elle nous montre. Avec le Pape, nous ne nous égarerons jamais ; son infallibilité divine tient sans cesse dans la vérité, l'empêche de pactiser avec ce que l'on appelle les besoins modernes et la nécessité des circonstances.

Suivons le Pape, Vicaire Infaillible du Christ. Une chose seule peut ramener le monde à la paix, au bonheur, et à la prospérité, c'est la soumission au Pape.

LA "CIVILTA CATTOLICA" ET Le libéralisme catholique.

Les "catholiques-libéraux" de notre pays, la Civiltà Cattolica a publié, en mai 1869, le remarquable écrit que nos lecteurs liront ci-après. Il mérite toute leur attention :

"Le vice radical du système des catholiques-libéraux, dit la Civiltà Cattolica, c'est l'incrédulité."

Cette incohérence se trahit d'abord par l'intention qu'ils expriment de laisser en dehors les principes, que, par mépris, ils appellent abstraits. Mais ces principes sont ou vrais ou faux. L'on ne saurait nier la vérité sans renoncer au titre de catholique ; car, en fin de compte, ces principes se réduisent à des vérités de foi, telles, par exemple, que celles-ci : L'ordre naturel doit être subordonné à l'ordre surnaturel, la nature à la grâce, la vie présente à la vie à venir. Et comme ces vérités ne sont pas uniquement telles pour l'homme considéré comme individu, mais aussi pour l'homme en quelque relation qu'il se trouve, chacun peut voir les conséquences qui en résultent en ce qui concerne l'ordre social.

Les catholiques-libéraux, au moins pour la plupart, accordent les conséquences en elles-mêmes, mais ils en repoussent l'application.—Eh ! mon Dieu ! ne sont-ce pas des vérités pratiques, c'est-à-dire des vérités qui doivent diriger les actes ? Or, peut-on sans incohérence admettre ces sortes de vérités, et puis ne pas vouloir qu'elles soient appliquées au fait pour le diriger ?

Mais, répliquent-ils, LES CIRCONSTANCES S'Y OPPONENT.—C'est une autre question ; si elles seules vous touchent, tenez-vous-en là, et dites que la subordination de l'Etat à l'Eglise, et par conséquent l'harmonie entre les deux pouvoirs, est vraiment nécessaire et voulue de Dieu, mais que, par malheur, le monde ne veut pas en entendre parler. Laissez-la donc, tout en déplorant l'aveuglement et la malice du monde.

Mais ce n'est pas là ce que vous faites ; au contraire, vous conseillez à l'Eglise de rompre tout lien avec l'Etat, de ne prétendre à aucune ingérence dans ses affaires, et de se renfermer dans le cercle de l'ordre spirituel, en donnant pour raison que cela sera plus utile à l'Eglise elle-même.

Il y a là une nouvelle contradiction. En effet, comment peut-on croire que ce qui est contraire à la volonté de Dieu sera plus utile ? Ou il faut nier que la subordination de l'Etat à l'Eglise n'est pas voulue de Dieu, ce qui nous mènerait droit à la négation de principes, ou il faut soutenir que la réalisation de cette volonté serait plus utile, non-seulement à l'Etat, mais encore à l'Eglise. Ne pouvoir l'obtenir est un mal qu'il faut supporter avec patience, mais non l'ôter et encore moins le conseiller.

Mais combien de dommages, quelle pression l'Eglise n'a-t-elle pas soufferts de la part des princes protecteurs ! Qu'on se rappelle ses luttes avec les empereurs de Byzance, avec les Césars de Germanie, avec les rois de France, d'Espagne et d'autres pays.—Très-bien ; c'est là le lieu commun auquel on a l'habitude de recourir. Mais qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve seulement que l'homme, dans

sa perversité et sa malice, s'efforce de corrompre l'œuvre de Dieu ; mais parce que l'homme cherche à la corrompre, est-ce une raison pour la reconnaître ou l'abandonner ?

D'abord l'argument qu'on nous oppose pêche par une énumération incomplète ; il ne regarde que le mauvais côté des choses, il ne parle que du mal qui se mêle au bien, et ne parle pas des grands biens qui résultent de la subordination et qui l'emportent sur le mal.

L'argument péche aussi par défaut de comparaison ; car, si l'on compare les ennuis que ces principes ont fait souffrir à l'Eglise avec ceux que lui font maintenant souffrir les libéraux, nous ne savons trop de quel côté penchera la balance.

Enfin, l'argument pêche par défaut de conséquence ; car de ce que l'abus se glisse par le fait de l'homme dans un système, nécessaire en soi et prescrit de Dieu, il suit seulement qu'on doit faire tous ses efforts pour séparer le bien du mal, mais non les rejeter tous deux pour adopter un système mauvais en soi et contraire aux desseins de Dieu.

Après tout, si l'on en finit, il n'y a pas à rechercher ce qui est désirable, puisque nous sommes en présence d'une complète impossibilité. Il ne reste qu'à faire de nécessité vertu, et à accepter un état de choses qu'il n'est pas en notre pouvoir de changer.—Voici notre réponse : Dans les trois premiers siècles de persécution, l'Eglise eut ainsi à s'accommoder comme elle put aux circonstances. Mais, but-elle, pour cela, préconiser cet état de choses ? dut-elle accepter les maximes et les principes de la société païenne ? dut-elle acheter la paix au prix d'une apostasie en fait de principes ? Nous n'avons pas les moyens d'ajouter que si, de nos jours, l'on n'a pas d'ordinaires à redouter les persécutions sanglantes, nous vivons pourtant à une de ces époques où les sociétés sont travaillées par toutes les fièvres vertigineuses des mal d'insouciance, et où les malades intellectuels ne veulent ni suivre ni même entendre la voix de la vérité et de la justice. Eh bien, l'Eglise devant-elle pour cela adopter leurs maximes perverses ? ses apologistes devront-ils changer de langage ou au moins garder le silence ? Au contraire, c'est dans de pareilles circonstances qu'il est le plus difficile de résister à la tentation de se contenter de faire entendre du haut de la chaire dans des temps meilleurs. Malheur à nous, si à la perversité des faits se joignait l'oubli des principes ! Il faudrait alors entièrement désespérer du salut du monde.

Tant que les principes sont sains, l'esprit vivifiant, qui peut seul donner de nouvelles forces à la société mourante, reste saisi. Mais si les principes disparaissent, d'où viendra la vie ? Les nations sont gérissables, et leur guérison ne peut venir que de la vertu divine de la vérité : Veritas liberabit vos. Mais, pour que la vérité produise ses salutaires effets, il faut qu'elle soit proposée dans toute son intégrité. La vérité, rien que la vérité, toute la vérité : telle devrait être la devise de tous ceux qui se donnent la mission d'éclairer les hommes.

Au reste, même dans l'éventualité des plus sombres hypothèses, même dans la supposition que les générations modernes fussent éternellement incurables, il ne faudrait pas pour cela cesser de leur remettre à us les yeux les seuls moyens qu'elles aient pour échapper à la corruption et à la mort. Cette conduite aurait au moins pour résultat de les rendre inexécables et de justifier la providence divine. Ainsi l'a dit Jésus-Christ : Si non venissem et locutus fuisset eis, peccatum non haberent ; nunc autem peccatum non habent de peccato suo.

Et les Apôtres ont suivi l'exemple du Christ ; quoiqu'ils sussent qu'ils ne pouvaient obtenir du monde autre chose que des persécutions, des railleries et des mépris : Preedicavit Dominum Jesum Christum, Judæis quidem scandalum, Gentibus autem stultitiam.

Nous aussi nous proclamerons le droit sacré de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat, et les devoirs de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise, quoique notre langage doive être un scandale pour les nouveaux Juifs, et doivent paraître une folie aux nouveaux Gentils. Le devoir de ceux qui préchent la vérité est de la défendre jusqu'au sang ; le résultat de leurs travaux est dans les mains de Dieu.

L'Agriculture.

Le 27 octobre dernier, M. Ed. Barnard a prononcé devant "l'Union Catholique" de Montréal, une lecture tout à fait remarquable dont le sujet était "l'Agriculture, au point de vue de l'émigration." Nous ne pouvons mieux faire que de la publier. La voici :

Messieurs,

Si je ne connaissais pas le but de votre association, qui veut l'avancement de la religion, des sciences et des arts, je pourrais hésiter en abordant un sujet dont on parle rarement dans les villes, et qui, je le crains bien, n'est guère à la mode dans notre Province. Ici, la tendance des jeunes gens instruits n'est malheureusement pas vers l'agriculture. Je le dis

avec regret, et je répète que c'est un malheur ; car on néglige, trop souvent, une carrière qui donne les plus grandes jouissances à ceux qui s'y livrent avec courage et persévérance, une carrière suivie avec succès par de belles et nobles intelligences, dans bien d'autres pays ; même dans les provinces environnantes, et, de plus, à mon avis, la carrière qui offre les plus grandes chances de réussite pour tous ceux qui s'y livrent avec cette énergie et cette volonté ferme, indispensable au succès dans la vie. Cette réflexion me rappelle les dernières paroles qu'un saint évêque et un grand patriote, arrivé à un âge très avancé, adressait aux élèves d'un collège auquel il était très attaché. J'étais alors bien jeune, cependant je crois voir encore M. l'évêque Turgeon, alors Archevêque de Québec, nous disant, dans sa dernière visite au collège de Nicolet : "Mes enfants, je veux votre bien, je sens que je vous parle, probablement, pour la dernière fois et je m'afflige à la vue des difficultés qui vous attendent dans la vie. Vous trouvez peut-être votre séjour au collège monotone et ennuyeux, vous avez hâte d'entrer dans le monde. Pourtant ce n'est qu'après avoir commencé pour vous les difficultés et les ennuis véritables. Les carrières, qui vous semblent d'avantage, les professions libérales et le commerce, vers lesquelles tend presque toute la jeunesse instruite qui entre dans le monde, sont encombrées au point que les plus beaux talents seuls peuvent s'y faire jour ; encore en voit-on un grand nombre qui tombent, découragés et ruinés pour la vie, avant d'avoir obtenu un succès durable. Pour ma part, j'ai beau chercher "d'où vient ce véritable évêque" je ne vois encore, en dehors du sacerdoce, qu'une seule carrière qui offre un avenir assuré, pour tous les talents, et cette carrière c'est l'agriculture ; malheureusement elle est bien loin d'être estimée et appréciée comme elle le mérite.

Si je rappelle ce souvenir, Messieurs, ce n'est pas certainement pour vous décourager et vous induire à laisser les professions qui vous occupent ou vers lesquelles vous aspirez. Notre pays a bien grandi depuis lors ; on en était encore à cette époque où la ville de Montréal comptait à peu près 40,000 habitants, où son commerce maritime était à peine développé et dans ce moment où l'Empire des Etats-Unis avait de plus cher, peut-être même pour son existence. Notre pays a fait d'immenses progrès depuis cette époque et notre jeunesse instruite et laborieuse trouve maintenant, beaucoup plus facilement qu'alors, un avenir prospère, même souvent même brillant. D'un autre côté, ceux qui connaissent nos carrières doivent avouer qu'elles sont dans le malaise, pour dire le moins. Un grand nombre de cultivateurs se découragent, et quelques-uns même, ferment maison et grange, tournent le dos au clocher du village et prennent, avec tant d'autres moins fortunés qu'eux, le chemin de l'exil. Arrêtez-les au passage, ils vous diront que leurs familles sont nombreuses, que les jeunes gens veulent gagner de l'argent et, qu'après avoir tout calculé, ils seront mieux à travailler dans les fabriques aux Etats-Unis.

Entrez chez le cultivateur aisé, même chez celui qui n'est enrichi en cultivant, demandez lui où sont ses enfants ; il vous répondra de plus souvent, qu'il les a fait instruire et qu'ils sont devenus avocats, notaires ou médecins. Si vous êtes intime, il ajoutera peut-être, en soupirant, que les professions sont encore encombrées et qu'il en coûte bien cher, pour la bourse et quelquefois pour le cœur, de garder les jeunes gens à la ville, par le temps qui court. Combien en trouvez-vous qui, après avoir fait un cours au collège, se sont faits cultivateurs ? Combien sur ceux-ci ont mis à profit leur éducation antérieure pour faire une étude sérieuse de l'agriculture et qui, aujourd'hui, tendent à l'amélioration agricole, en cherchant à unir la science à la pratique ? Causez avec la plupart de nos cultivateurs, ils vous avouent que les innovations en agriculture ont fait la ruine de ceux qui les ont essayées et que, pour eux, ils se gardent bien de sortir du sentier battu. Visitez les bibliothèques paroissiales, où il en existe, règle générale, vous y trouverez à peine un livre sur l'agriculture. Chez le cultivateur, pas un traité d'agriculture sur cent maisons ; peut-être sur mille habitations trouverez-vous deux livres sur l'agriculture, et quels livres ! Dans nos collèges d'agriculture, soutenus à grands frais par le gouvernement, depuis plusieurs années combien d'élèves ont été formés, et combien sont devenus cultivateurs ? Combien, d'entre ceux-ci, ont mis en pratique ce qu'ils avaient appris ? En reste-t-il dix qui aient pu s'élever au-dessus des préjugés et qui font, aujourd'hui, une culture tout à fait raisonnée ?

Da fait, messieurs, quoique notre sol et notre climat soient très-favorables à l'agriculture, comme le prouvent abondamment les récoltes vraiment étonnantes qu'obtiennent nos anêres, le bien-être qui règne encore parmi des milliers de cultivateurs, dans nos provinces, et les fortunes que des étrangers savent faire, sur des terres que bien des cultivateurs disent épuisées, il faut admettre que notre agriculture est dans un état de souffrance tel, que ses rangs se déciment à un degré alarmant, puisque c'est la classe agricole qui fournit, presque exclusivement la population qui émigre aux Etats-Unis. Il est donc temps, grande ment temps, de chercher des remèdes efficaces ; il est temps que tous les amis du pays, et surtout, nos législateurs, tant à Ottawa qu'à Québec, donnent leur